



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-populisme-antisyndical>

Le populisme antisyndical

- Opinions -

Date de mise en ligne : lundi 7 mars 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans sa chronique intitulée « Le populisme économique primaire », Alain Dubuc accuse pêle-mêle les chefs des partis d'opposition (messieurs Péladeau et Legault) et les syndicats de ne pas contribuer positivement au débat entourant l'avenir de Bombardier. Attention ! La lecture qu'il fait des événements exige un rectificatif important.

Comme le gouvernement Couillard, M. Dubuc pense que l'achat des avions n'aurait pas eu lieu si le gouvernement n'avait pas renoncé à la poursuite contre Air Canada au sujet des 1 800 emplois d'entretien d'aéronefs de l'entreprise sous-traitante Aveos. En fin de compte, il s'agirait d'un mal pour un bien ! C'est un point de vue que nous sommes loin de partager.

Contrairement à ce que laisse entendre M. Dubuc, nous sommes favorables à un soutien public d'un acteur économique clé comme Bombardier. Et pas simplement pour l'emploi. Il est évident que la filière aéronautique, à haute valeur ajoutée, est névralgique et que l'ensemble du Canada devrait contribuer à garantir le déploiement international de Bombardier. Mais cela ne signifiera jamais de s'agenouiller benoîtement, alors qu'il s'agit en réalité de négocier. Pourquoi ce gouvernement accepte-t-il d'investir 1,3 milliard de dollars dans la Série C de Bombardier sans conditions quant à l'emploi ? Un gouvernement qui met réellement l'accent sur le maintien et la création d'emplois n'aurait pas agi de la sorte.

Alain Dubuc devrait plutôt s'inquiéter de l'absence de politique économique de la part du gouvernement québécois. Comment penser le développement économique du Québec sans politique industrielle claire ? Comment atteindre la cible des 250 000 emplois d'ici 2018, promis lors des élections de 2014, sans placer le maintien et la création d'emploi au coeur des décisions économiques ?

Enfin, Alain Dubuc y va d'une attaque gratuite lorsqu'il lance : « Ce n'est pas sombrer dans l'antisyndicalisme que de dire que le mouvement syndical n'a pas été depuis quelques décennies un vecteur de dynamisme capable de contribuer à la capacité du Québec de combler ses retards économiques. » Nous pourrions écrire un livre pour démonter ce préjugé tenace. La FTQ se positionne régulièrement dans le débat économique en proposant des pistes de solutions concrètes et réalistes face aux problèmes d'aujourd'hui, comme la montée des inégalités et les changements climatiques. Le gouvernement, quant à lui, s'enlise dans le choix de l'austérité.

Et faut-il rappeler à M. Dubuc le rôle déterminant du Fonds de solidarité de la FTQ dans le développement économique du Québec ? Le chroniqueur a d'ailleurs lui-même déjà vanté les retombées économiques de la création du Fonds. Créé en 1983, le Fonds de solidarité est un outil financier de capital de risque qui répond à des besoins économiques réels. Il contribue non seulement à combler les « retards économiques du Québec », mais aussi à maintenir et à créer des emplois, à améliorer la littératie financière des travailleurs et des travailleuses, et à permettre à des milliers de Québécois et de Québécoises d'épargner pour leur retraite.